



DIVISION
DES DROITS DES PALESTINIENS

SIXIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES POUR LA REGION DE L'EUROPE
SUR LA QUESTION DE PALESTINE
(VINGT-HUITIEME SEMINAIRE DES NATIONS UNIES)

Madrid, Espagne
27-30 mai 1991

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction.....	1-4	1
A. Discours d'ouverture.....	5-10	1
B. Discussion de groupes.....	11-28	4
C. Conclusions et recommandations.....	29-43	15

Annexes

I. Motion de remerciements.....	19
II. Liste de participants.....	20

Introduction

1. Le Sixième séminaire des Nations Unies pour la région de l'Europe sur la question de Palestine (Vingt-huitième séminaire des Nations Unies) s'est tenu au Centre de conférences de l'Instituto Nacional de Industria, Madrid, du 27 au 30 mai 1991 conformément aux dispositions de la résolution 44/41 B de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 1989.

2. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien était représenté par une délégation comprenant : Mme Absa Claude Diallo (Sénégal), Présidente du Comité et chef de délégation; M. Alexander Borg Olivier (Malte), rapporteur du Comité, Vice-Président et Rapporteur du Séminaire; M. Nana Sutresna (Indonésie), Vice-Président du Séminaire, M. René Juan Mujica Cantelar (Cuba); et M. Nasser Al-Kidwa (Palestine). A partir du 29 mai, M. Alexander Borg Olivier a assuré la présidence par intérim du Séminaire.

3. Sept séances ont eu lieu et 17 orateurs ont présenté des communications sur divers aspects de la question de Palestine. Ont assisté au Séminaire les représentants de 50 gouvernements, de Palestine, de trois organes des Nations Unies, d'une institution spécialisée des Nations Unies, d'une organisation intergouvernementale ainsi que, en observateurs, les représentants de 23 organisations non gouvernementales (annexe II).

4. Le Séminaire a adopté des conclusions et recommandations ainsi qu'une motion de remerciements au gouvernement et au peuple espagnols (annexe I).

A. Séance officielle d'ouverture

5. A la séance officielle d'ouverture, les déclarations ci-après ont été faites par le Ministre des affaires étrangères espagnol, le représentant du Secrétaire général des Nations Unies, la Présidente du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui a lu un message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine.

Déclaration du Ministre des affaires étrangères espagnol

6. Après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, M. Francisco Fernández Ordóñez, Ministre des affaires étrangères espagnol, a déclaré que l'expression de points de vue différents concernant la recherche de solutions pacifiques négociées au problème palestinien constituait la preuve tangible de la réussite du Séminaire. Tant que la question de Palestine ne sera pas réglée, il n'y aura pas de paix dans la région. L'Espagne recommande que l'on suive une ligne d'action cohérente au lieu de reconnaître certaines résolutions du Conseil de sécurité et non pas d'autres, appliquant ainsi deux poids deux mesures. Le moment est venu de s'attaquer au problème de manière à assurer le droit d'Israël à la sécurité et le droit des Palestiniens à l'autodétermination, y compris le droit d'indépendance. A son avis, il existe deux obstacles, l'un de fond et l'autre de forme, à savoir : a) le refus de certains dirigeants israéliens d'accepter la formule du "territoire pour la paix" comme interprétation de la résolution 242 (1967) et b) la divergence de vues concernant le rôle que les Nations Unies devraient jouer dans le processus de paix. Il est paradoxal que le pays qui doit son existence à une résolution des Nations

Unies cherche à se passer des Nations Unies. En établissant de nouvelles colonies dans les territoires occupés et pratiquant de nouvelles expulsions, Israël a accru et aggravé les problèmes. La terre promise ne sera atteinte que par le compromis. Notant les liens qui rattachent depuis longtemps l'Europe aux peuples du Moyen-Orient, il a déclaré que l'Europe devait participer à la recherche de la paix et rassembler les peuples par le dialogue. Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient sans bonnes relations entre Israéliens et Palestiniens.

Déclaration du représentant du Secrétaire général des Nations Unies

7. Le représentant du Secrétaire général des Nations Unies, Ronald I. Spiers, Secrétaire général adjoint, a souligné que, au terme de la guerre du Golfe, il fallait redoubler d'efforts pour obtenir un règlement juste et durable du conflit arabo-israélien et en particulier de la question de Palestine. Les pays européens ont contribué activement aux efforts entrepris par les Nations Unies pour amener une juste paix dans la région et il importe qu'ils participent de manière soutenue à la recherche de la paix. Il existe un large consensus international sur le fait que le règlement doit reposer sur trois considérations : le retrait des forces israéliennes des territoires arabes occupés depuis juin 1967; la reconnaissance et le respect des droits de tous les Etats de la région à exister dans des frontières sûres et internationalement reconnues; et la reconnaissance des droits politiques légitimes du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination. Il s'est référé au rapport du Secrétaire général sur les mesures que la communauté internationale pourrait prendre pour assurer la protection de civils palestiniens. Dans sa résolution 681 (1990), le Conseil de sécurité a déploré la décision prise par Israël de procéder de nouveau à l'expulsion de civils palestiniens des territoires occupés. Il a aussi soutenu l'idée de convoquer une réunion des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève. Dans une déclaration faite par son Président le 20 décembre 1990, le Conseil a réaffirmé son soutien aux négociations et a convenu qu'une conférence internationale, organisée au moment voulu et correctement structurée devrait faciliter les efforts en vue d'un règlement négocié. Pour sa part, l'Assemblée générale a demandé à maintes reprises la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. M. Spiers a noté que malgré ces activités, la situation au Moyen-Orient semblait aussi instable que jamais. Le Secrétaire général a donc constamment maintenu le contact avec toutes les parties au conflit afin de trouver un terrain commun pour la paix. Les membres du Conseil de sécurité ont aussi reconnu qu'il était de leur intérêt mutuel de commencer à jouer un rôle dans un règlement global qui assurerait notamment les droits politiques légitimes du peuple palestinien. Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pourrait aussi être un mécanisme approprié pour promouvoir une juste paix dans la région et un règlement durable de la question de Palestine.

Déclaration de la Présidente du Comité

8. Mme Absa Claude Diallo, Présidente du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, qui présidait le Séminaire, a souligné que ce Séminaire avait lieu à un moment particulièrement délicat de l'histoire des efforts qui ont été faits pour résoudre le conflit du Moyen-Orient et la question de Palestine. L'Assemblée générale soutient depuis longtemps les droits nationaux du peuple palestinien et le Comité appuie sans discontinuer une solution de la question de Palestine reposant sur deux Etats. Inquiet de la dureté des mesures adoptées en

réponse à l'intifada, le Comité a demandé à Israël de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la quatrième Convention de Genève. Le Comité reste convaincu que l'application des résolutions pertinentes des Nations Unies permettrait de parvenir à un règlement pacifique du conflit. Mme Diallo a souligné que tous les efforts visant à réunir les parties étaient les bienvenus mais que le comité continuait à croire que la conférence internationale recommandée par l'Assemblée générale offrait l'occasion d'atteindre une paix globale juste, durable et universellement reconnue. La communauté internationale a, ces derniers mois, démontré sa solidarité dans l'application du droit international; elle devrait maintenant faire preuve de la même solidarité pour résoudre le conflit arabo-israélien et la question de Palestine. Le Séminaire en cours devrait contribuer à ce processus, en servant de cadre au débat sur la manière de mettre fin aux souffrances du peuple palestinien, qui se sont intensifiées au point de menacer l'existence même de ce peuple. Malheureusement, Israël n'a pas répondu aux nombreuses demandes que lui ont adressées les Nations Unies. Elle a aussi regretté qu'Israël ait refusé d'appliquer la quatrième Convention de Genève aux territoires occupés, y compris Jérusalem. Le séminaire a été organisé autour de deux grands thèmes : l'intifada et l'application des résolutions des Nations Unies sur la question de Palestine. Le Comité est heureux d'accueillir au Séminaire des participants palestiniens et israéliens, ce qui démontre que le dialogue est en fait possible. En cette période de changement historique, les esprits sont plus ouverts qu'autrefois pour faire face aux problèmes communs auxquels l'humanité est confrontée. Le Séminaire devrait contribuer à ce processus.

Message du Président du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine

9. M. Issam Kamel el Salem, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en Espagne, a lu un message de M. Yasser Arafat, Président du Comité exécutif de l'OLP. La cause palestinienne, disait ce message, connaît des difficultés en raison de l'intransigeance continue d'Israël. Le message citait le refus d'Israël d'appliquer les résolutions des Nations Unies, ses politiques et pratiques répressives à l'encontre du peuple palestinien, ses attaques sur les camps palestiniens au Liban et la poursuite de la colonisation des territoires occupés par des immigrants juifs. Les Etats-Unis, la grande puissance qui a fourni un soutien de toutes sortes à Israël, est au premier chef responsable des souffrances que subit le peuple palestinien dans les territoires occupés. L'OLP a accueilli avec satisfaction les principes énoncés par l'administration américaine à la suite de la guerre du Golfe comme base de solution pacifique au conflit mais les Etats-Unis n'ont rien fait pour obliger Israël à ouvrir la voie à une paix authentique et juste. Le peuple palestinien, qui s'appuie sur les principes de la légitimité internationale et sur les résolutions des Nations Unies, espère que le Conseil de sécurité exigera un retrait d'Israël des territoires occupés afin de préserver sa crédibilité en faisant appliquer ses propres résolutions. L'OLP continue à soutenir la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices des Nations Unies, selon la recommandation de l'Assemblée générale. Les actions d'Israël continuent à violer les droits politiques et économiques le droit à l'éducation et à la santé du peuple palestinien. Resserrant son étau, le gouvernement israélien confisque des terres, établit de nouvelles colonies, expulse des palestiniens, ferme des écoles et des universités et tue, blesse et arrête quotidiennement des douzaines de palestiniens. L'auteur du message espère que les participants au Séminaire feront tous les efforts possibles pour promouvoir une paix

juste et globale dans la région et résoudre la question de Palestine. Cette solution devra reposer sur le droit du peuple palestinien à retourner chez lui, à exercer son droit à l'autodétermination et à établir un Etat palestinien indépendant ayant pour capitale Jérusalem.

Autres déclarations

10. A la séance d'ouverture, M. Jurica Raos (Yougoslavie) a, au nom des pays non alignés, fait une déclaration soutenant une solution pacifique du conflit arabo-israélien et de la question de Palestine qui est au coeur de ce conflit.

B. Discussion de groupes

11. Deux groupes ont été établis comme suit :

Groupe I. "L'intifada; la sécurité et la protection du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé"

- a) Protection de la population civile palestinienne sous l'occupation : action de la communauté internationale
M. Freih Abu-Midain (Palestinien)
- b) Les obligations des Hautes Parties contractantes à assurer le respect de la quatrième Convention de Genève
M. Roberto Mesa (Espagne)
- c) Les activités des ONG visant à protéger la vie de civils palestiniens et à promouvoir la paix
M. Mikko Lohikoski (Finlande)
- d) L'assistance économique pour promouvoir un véritable développement socio-économique du territoire palestinien occupé; le rôle de l'Europe
M. Hans Peter Kotthaus (Association parlementaire pour la coopération euro-arabe)
- e) Présentation sur le thème général du groupe
M. Moshe Amirav (Israël) et M. Chawki Armali (Palestinien).

Groupe II. "L'urgence d'appliquer les résolutions des Nations Unies sur la question de Palestine et la situation au Moyen-Orient"

- a) L'urgence de convoquer la Conférence internationale de la Paix sur le Moyen-Orient
M. Michele Achilli (Italie) et le Rabbin Balfour Brickner (Etats-Unis)

- b) La CEE et la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient
M. Rafael Estrella (Espagne)
- c) Paix, sécurité et coopération au Moyen-Orient; nouvelles occasions après la Guerre du Golfe
M. Yilmaz Altug (Turquie), M. Leonard Doyle (Royaume-Uni),
M. V. J. Gogitidze (URSS) et M. Richard Murphy (Etats-Unis)
- d) L'accroissement de l'immigration juive et la politique israélienne de peuplement du territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem
M. Victor V. Pashiouk (RSS d'Ukraine)
- e) Le problème des réfugiés palestiniens
Mme Inge Lise Gjørsv (Norvège)
- f) Présentation sur le thème général du groupe
M. Izhar Beer (Israël) et M. Saeb Erekat (Palestinien)

Groupe I

"L'intifada : la sécurité et la protection du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé"

12. M. Freih Abu-Midain (Palestinien), Président du Barreau de Gaza, a déclaré que le Séminaire était particulièrement important parce qu'il se tenait après la guerre du Golfe et que les Nations Unies étaient la seule organisation capable de représenter et de soutenir les aspirations du peuple palestinien à établir un Etat palestinien en appliquant la résolution 181(II) de l'Assemblée générale et les résolutions du Conseil de sécurité 242 (1967) et 3386 (1973) dans le "nouvel ordre international". Il a donné des détails sur l'absence de sécurité et de protection dans laquelle vivent les habitants des territoires occupés et noté qu'Israël, seul Etat à ne pas respecter la quatrième Convention de Genève (1949), avait de nouveau expulsé des Palestiniens et n'avait pas tenu compte de la résolution du Conseil de sécurité adoptée la semaine précédente. Il a décrit la vie des Palestiniens sous l'occupation israélienne, les couvre-feux, les détentions répétées sans procès ou sans motif invoqué, les punitions collectives et la démolition des maisons et des fermes, les confiscations de terres, les restrictions imposées aux activités économiques, le tout visant à écraser l'intifada et à détruire le peuple palestinien. Il a décrit la détention, depuis trois ans, dans le désert du Néguev, de 7.500 prisonniers enfermés dans des cages et des tentes sans droits de visite. Il a aussi décrit les restrictions imposées à la vie familiale et à la réunion des familles et l'effet qu'elles avaient sur les jeunes couples. Il a appelé l'attention sur le contrôle des ressources en eau qu'exerce Israël et l'aggravation de la pollution de l'eau et a prévenu qu'à l'avenir l'eau causerait des guerres. Il a décrit la fermeture d'écoles et d'universités et les terrifiantes attaques menées sur des enfants palestiniens, la destruction des services de santé, la profanation des lieux saints et l'interdiction d'organiser des funérailles pour ceux qui sont tués. Il a demandé aux Nations Unies d'exercer la même pression pour résoudre la

question palestinienne qu'elles l'avaient fait dans la crise du Golfe et de prendre ne serait-ce que quatre mesures : i) convaincre Israël de respecter la Convention de Genève de 1949; ii) envoyer des forces de protection dans les territoires occupés comme cela a été fait pour les Kurdes dans le nord de l'Iraq; iii) envoyer des forces de maintien de la paix; iv) placer les territoires occupés sous mandat des Nations Unies jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. S'il n'est pas mis un terme à l'établissement de nouvelles colonies, dans cinq ou six ans, il ne restera pratiquement plus de terres pour les Palestiniens. Il a plaidé pour une protection de la communauté internationale.

13. M. Roberto Mesa (Espagne), Professeur de relations internationales à l'université de Madrid, décrivant le peuple palestinien comme "injustement oublié" a noté que les temps étaient durs puisqu'il fallait combattre pour prouver l'évidence. Il a déclaré participer au séminaire pour démontrer sa solidarité avec le peuple palestinien et exprimé sa conviction qu'un jour, les Nations Unies feraient leur devoir à l'égard du peuple palestinien dans les territoires occupés. Au coeur du problème, a-t-il dit, est le fait qu'Israël ne respecte pas le droit humanitaire international. Développant les principes de la Convention de Genève de 1949 et l'opinion générale des juristes quant à sa force obligatoire et à son applicabilité, il a déclaré qu'Israël devrait être exclu de la Convention en raison de ses violations fréquentes des droits de l'homme. Il a noté que l'intifada et la Déclaration sur l'Indépendance de l'Etat de Palestine de 1988 avaient encore aggravé ces violations, parmi lesquelles il a cité l'utilisation de gaz toxiques causant des morts, maladies et fausses-couches dans la population palestinienne. Ces violations des droits de l'homme et d'autres encore ont été notées par Dedi Zucker (Israël) dans son rapport (décembre 1987-1988) ainsi que dans le rapport du Comité international de la Croix-rouge de juin 1989. Il a imploré la communauté internationale de prendre des sanctions contre Israël et d'agir pour mettre fin à l'occupation. Le rapport du Secrétaire général du 21 janvier 1988 recommande des mesures qui, si elles étaient adoptées, amélioreraient la situation et conduiraient à l'autodétermination. La résolution du Conseil de sécurité 681 (1990) demande la convocation d'une réunion des Hautes Parties contractantes à la quatrième Convention de Genève pour examiner les violations d'Israël. La protection des populations civiles n'est pas simplement une question de respect de la légalité ou de recours accordés par la loi; il s'agit d'une protection physique car ces violations ne sauraient se poursuivre plus longtemps.

14. M. Mikko Lohikoski (Finlande), Président du Comité européen de coordination des ONG pour la question de Palestine s'est demandé s'il serait possible de lancer un processus de paix à l'issue de la Guerre du Golfe. En juin 1990, bien que la modération ait fait place à l'extrémisme des deux côtés, on ne pouvait imaginer qu'une catastrophe de cette ampleur surviendrait dans la région. A son avis, il existe maintenant une nouvelle donne psychologique, qui a ouvert un créneau. La communauté des ONG a pour tâche urgente de protéger les Palestiniens vivant en territoire occupé. Les ONG soutiennent depuis des années des activités communes par l'intermédiaire d'organisations internationales et locales : elles ont lancé des campagnes de libération des prisonniers politiques, revendiqué le droit à l'éducation et à la sécurité sociale, organisé des programmes de parrainage d'enfants etc. ainsi qu'une campagne contre les traitements et pratiques inhumains. La communauté des ONG souhaite une présence des Nations Unies dans les territoires occupés pour suivre la vie des Palestiniens et exercer des pressions sur les gouvernements pour qu'ils envoient des représentants dans les territoires occupés. Les Palestiniens ont besoin de soutien pratique et matériel mais surtout il faut que les ONG et les Etats européens fassent preuve de volonté politique et de coopération

pour oeuvrer à toute une gamme de programmes et de projets dans les territoires occupés. Il voudrait voir organiser des ateliers et colloques avec une participation équilibrée comprenant Israël, recourir à des tribunes des ONG organisées sous l'égide des Nations Unies, à des séminaires gouvernementaux et autres activités de ce type et s'isntaurer un dialogue intensif à la recherche de solutions pratiques. Notant la réticence d'Israël à participer à de telles réunions, il a prôné le renforcement du Comité des droits inaliénables du peuple palestinien pour qu'il inclue notamment des gouvernements européens, convaincu qu'une fois sérieusement enclenché le processus de paix, il acquerrait une logique et un élan propres.

15. M. Hans Peter Kotthaus (Allemagne), Secrétaire général de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, a parlé du rôle de l'Europe dans l'assistance économique visant à promouvoir le développement socio-économique du territoire palestinien occupé. Tout progrès réel exige une solution politique, mais dans l'intervalle, a-t-il dit, il reste important de se livrer à d'autres activités. Il faut élaborer des stratégies à long terme pour aider les Palestiniens à mettre en place les structures dont ils auront besoin lorsqu'ils auront acquis l'indépendance. Ces stratégies devraient tenir compte du million et demi de Palestiniens qui vivent en dehors des territoires occupés. Il a noté que l'assistance européenne aux territoires occupés se divise en quatre phases : aide aux réfugiés (de 1971 à 1981); "découverte" des aspirations politiques et économiques du peuple palestinien (1981-1986); admission de la possibilité d'établir un Etat palestinien dans les territoires occupés (1981-1990); et période d'après la guerre du Golfe (à partir de 1991), où l'attention s'est portée sur l'extrême aggravation des conditions économiques qui règnent dans les territoires à la suite de la guerre. L'assistance économique accordée par l'Europe aux territoires occupés constitue l'un des plus vastes programmes qui y aient été mis en oeuvre mais les circonstances politiques ont restreint le champ d'application de cette aide. En raison des liens économique et commerciaux qu'elle entretient à la fois avec le monde arabe et avec Israël, la Communauté européenne est dans une situation idéale pour utiliser sa puissance économique de manière à encourager les deux parties à participer activement à un effort de paix. Il a donné quelques exemples de la manière dont la Communauté européenne avait utilisé la coopération économique comme moyen de pression politique et souligné qu'elle devrait traduire sa puissance économique, surtout après 1992, en une stratégie active de paix au Moyen-Orient à la recherche d'un règlement politique global. En conclusion il a déclaré que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pourrait jouer un rôle utile en convaincant les pays européens de participer directement et activement à ses travaux.

16. M. Moshe Amirav (Israël), Secrétaire général du parti Shinui (libéral) d'Israël, a déclaré qu'il participait au séminaire à titre personnel parce qu'il était convaincu qu'un dialogue entre Palestiniens et Israéliens était le seul moyen de traiter des problèmes complexes que soulève la question palestinienne. En utilisant les Nations Unies comme véhicule, il recherche un nouveau moyen d'aller au delà de la guerre et de dépasser le stade des monologues qui sont restés sans résultats. A son avis, Palestiniens et Israéliens sont victimes de l'histoire et en définitive, la paix ne pourra être établie que par le compromis et la compréhension et si chaque partie accepte de renoncer à quelque chose qu'elle revendique comme un droit en échange d'autre chose. Se référant à l'intifada, il a énuméré les effets positifs que ce soulèvement a eus sur Israël : pour la première fois, de jeunes Israéliens qui se regardent dans la glace se voient non pas comme des pionniers et des victimes mais comme des oppresseurs d'autres jeunes gens lanceurs de pierres;

des Israéliens considèrent maintenant les Palestiniens comme un peuple et les "territoires" comme "occupés". Et surtout, l'intifada a brisé le rêve de "coexistence" et fait prendre conscience que la stabilité d'Israël n'est pas menacée de l'extérieur mais de l'intérieur. Aujourd'hui, un groupe favorable à la paix a été établi et un nombre croissant d'Israéliens soutiennent : i) la création d'un Etat palestinien; ii) un dialogue avec l'Organisation de libération de la Palestine; iii) le partage de la ville de Jérusalem. A son avis, c'est un dialogue entre les deux peuples et non entre les gouvernements qui, par la force de l'opinion publique, mènerait à la paix. Les deux problèmes les plus difficiles à résoudre sont, à son avis, le retour des réfugiés se trouvant toujours dans des camps et "la question de Jérusalem". Les réfugiés ne peuvent retourner à leur foyer d'origine et Jérusalem ne peut être divisée. On pourrait peut-être traiter ces questions au cours de débats comme ceux du Séminaire et préparer des modèles pratiques de solutions à étudier pour aider à convaincre les deux parties.

17. M. Chawki Armali (Palestinien) représentant de l'OLP à Bruxelles, a expliqué qu'il était Galiléen né à Haïfa et que ses grands-parents étaient aussi nés en Palestine. La maison où il est né, qui appartenait à sa famille, est maintenant occupée par quelqu'un qui est né ailleurs. Il voudrait rentrer chez lui, retourner vivre à Haïfa lorsque le droit à l'autodétermination sera reconnu, en dépit des problèmes complexes qui restent à résoudre. Le gouvernement israélien devra reconnaître le droit de deux Etats à exister côte à côte. Les Palestiniens ont démontré leur désir de voir Jérusalem rester unie. Si l'on veut vraiment la paix, on peut trouver des solutions. Il a souvent été dit que les Nations Unies avaient passé assez de résolutions et qu'Israël devrait appliquer la quatrième Convention de Genève. Malheureusement, beaucoup de juristes d'Israël et même sa Cour Suprême ont trouvé des raisons de soutenir le refus politique d'Israël de considérer si les territoires occupés font partie d'Israël. Que devraient faire les Hautes Parties contractantes lorsqu'Israël proclame qu'il ne quittera jamais la Judée et la Samarie? Il est grand temps que la communauté internationale agisse pour promouvoir la paix. Il est temps de créer un climat propice aux négociations de paix en assurant la protection de la population des territoires occupés par le respect de la quatrième Convention de Genève. Les Hautes Parties contractantes à la Convention ont une obligation à cet égard. Le Conseil de sécurité a demandé la convocation d'une réunion des Hautes Parties contractantes pour examiner la manière dont Israël se conduit dans les territoires occupés. Si Israël continue à refuser de respecter la Convention, il faudrait envisager d'invoquer le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, qui décrit l'action à prendre "en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression". Le pourcentage des Israéliens favorables à l'établissement d'un Etat palestinien pourrait être de l'ordre de 20 %. La communauté internationale devrait exercer une pression morale suffisante pour que ce pourcentage augmente rapidement.

Groupe II. "L'urgence d'appliquer les résolutions
des Nations Unies sur la question de Palestine
et la situation au Moyen-Orient"

18. M. Michele Achilli (Italie), Président de la Commission des affaires étrangères au Sénat italien a souligné que l'invasion du Koweït par l'Iraq avait porté gravement préjudice à la cause arabe et qu'un énorme fossé avait séparé l'Europe et l'ensemble de l'Occident de l'opinion publique arabe. En prenant parti pour la mauvaise cause, elle a essayé de prendre un raccourci pour trouver une

solution et en a payé inutilement le prix et c'est le peuple palestinien qui a payé le plus cher. Toutefois, la guerre a aussi redonné de l'autorité aux Nations Unies et renforcé la volonté de la communauté internationale d'appliquer les résolutions des Nations Unies, surtout celles qui concernent la question palestinienne. Le processus de paix au Moyen-Orient, qui aurait dû commencer aussitôt après la fin des hostilités contre l'Iraq, se heurte à toutes sortes d'obstacles, venant surtout d'Israël. Il est généralement admis que la question de Palestine est au coeur du conflit israélo-arabe et qu'une conférence internationale de la paix représente un cadre approprié pour atteindre une paix juste et durable. Toutefois, la promesse de concessions faite par Israël est contredite par l'attitude actuelle de son gouvernement. Les efforts récemment déployés par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis n'ont pas convaincu Israël d'accepter une conférence internationale de la paix. Or, l'application des résolutions des Nations Unies ne peut se faire selon deux poids deux mesures. La véritable force des Palestiniens tient à ce qu'aucune conférence ne pourra avoir lieu sans leur participation sérieuse. L'Europe, a-t-il ajouté, a un rôle à jouer dans l'établissement de la paix. Le point de départ est la volonté générale de créer dans la Méditerranée une zone de coopération interrégionale mettant en jeu à la fois les régions développées de l'Europe du Sud et les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Stabilité politique et développement économique sont inséparables.

19. Le rabbin Balfour Brickner (Etats-Unis d'Amérique), Rabbin de la Synagogue libre Stephen Wise de New York, a parlé de la nécessité de convoquer d'urgence la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient. Au cinquième Séminaire européen qui s'est tenu à Stockholm en 1990, il a eu du mal à supporter les nombreuses attaques lancées contre Israël mais il apprend maintenant à absorber les critiques et à y répondre. En temps que citoyen privé et rabbin appartenant à un courant de pensée juif libéral, il est préoccupé aussi bien par la situation du peuple palestinien que par l'avenir d'Israël. Rappelant l'histoire de la rencontre des juifs et des arabes en Espagne, il a souligné que ce n'est que récemment que juifs et musulmans se sont trouvés en conflit dans le monde et a insisté sur le droit des Israéliens et des Palestiniens de vivre en sécurité chez eux. Il a suggéré que les séminaires soient restructurés pour permettre davantage de débats sous forme de tables rondes et d'échanges larges et constructifs. Les Nations Unies devraient être une organisation vers laquelle se tournent tous ceux qui veulent la paix. La Guerre du Golfe a fracassé le mythe de l'unité arabe. A qui Israël doit-il avoir affaire : aux Palestiniens ou à des pays arabes individuels? La paix a-t-elle gagné à la division des pays arabes? La guerre a aussi anéanti le mythe selon lequel Israël pouvait toujours compter sur le soutien des Etats-Unis, les rapports entre Israël et les Etats-Unis étant aujourd'hui "irritables et hargneux". L'option militaire ne peut résoudre le problème, car il reste inacceptable qu'Israël continue d'occuper la bande de Gaza et la Rive ouest du Jourdain. Tout règlement devra, a-t-il souligné, mettre en jeu tous les grands Etats du Moyen-Orient. Les participants au Séminaire pourraient parler avec la voix de la modération lorsqu'ils retourneront chez eux de sorte que les cris cessent au profit de solutions imaginatives.

20. M. Rafael Estrella (Espagne), sénateur, parlant de la CEE et de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, a déclaré que la Communauté européenne était acquise au processus de paix. Israël a rejeté la participation de l'OLP, des Nations Unies et de la Communauté européenne et après les événements des derniers mois, il est impossible d'être optimiste. En raison de son processus de prise de décisions, la Communauté a suivi une politique du plus petit commun dénominateur et a souvent été incapable de présenter un front uni. Il

a rappelé que la Communauté était le principal bailleur de fonds de l'UNRWA, ayant reconnu qu'elle avait un rôle à jouer dans ce domaine. La Communauté est importante aussi bien pour les pays arabes que pour Israël. Elle a des intérêts stratégiques, des engagements à honorer, et la capacité d'influencer la situation au Moyen-Orient. Examinant l'idée d'une conférence sur la sécurité et la coopération dans la Méditerranée, il a précisé qu'il ne s'agissait pas de remplacer la conférence internationale de la paix projetée. Une Conférence sur la sécurité de la Méditerranée traiterait de divers problèmes touchant la région; les pays au sud de la Méditerranée souffrent en effet de l'injustice de l'ordre économique et de la prolifération des armements. Une telle Conférence prendrait pour point de départ l'interdépendance des pays de la région et envisagerait la sécurité moins en termes militaires que du point de vue de la stabilité de la région.

21. M. Yilmaz Altug (Turquie), membre de la Commission des relations extérieures du parlement turc, a déclaré que son pays avait toujours reconnu le droit des Palestiniens à vivre dans leur propre Etat ainsi que le droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et internationalement reconnues. Il soutient la formule d'un territoire pour la paix contenue dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Il se félicite des efforts récemment déployés par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis en faveur de la paix et salue la coopération entre les super-puissances en vue de l'organisation d'une conférence de la paix sur le Moyen-Orient. L'accord s'est fait sur plusieurs aspects de cette conférence mais la Syrie et Israël ne sont pas d'accord sur le rôle à jouer par les Nations Unies ni sur la question de savoir si cette conférence devrait avoir lieu une seule fois ou être établie sur une base permanente. Il a souligné qu'il existait d'énormes possibilités de promouvoir l'interdépendance économique des Etats du Moyen-Orient, condition indispensable à une paix durable dans la région. Le Premier Ministre turc, M. Ozal, a suggéré la construction d'un "aqueduc de la paix" qui transporterait l'eau de deux fleuves turcs vers la péninsule arabique. On pourrait faire des efforts collectifs pour construire et améliorer l'infrastructure du Moyen-Orient. L'ouverture des marchés et l'augmentation des échanges commerciaux consoliderait l'interdépendance économique et le tourisme pourrait constituer un autre domaine important de coopération. Il a souligné qu'une telle coopération créerait non seulement un climat de compréhension et de bonne volonté mais servirait aussi au bien-être de toutes les nations de la région et aiderait à combler l'écart entre leurs revenus. On pourrait établir à cette fin un fonds de coopération économique alimenté par les recettes pétrolières. En outre, le processus de démocratisation devrait aller de pair avec la coopération économique.

22. M. Leonard Doyle (Royaume-Uni), correspondant du journal The Independent auprès des Nations Unies a décrit le rôle que, par l'intermédiaire des mesures prises par Conseil de sécurité, surtout dans la guerre du Golfe, les Nations Unies jouent de nouveau, en vue de l'établissement d'un nouvel ordre mondial. Il a noté que l'invasion du Koweït par l'Iraq avait donné l'occasion à la communauté internationale de prendre l'initiative en répondant fermement et avec autorité à une menace flagrante qu'avaient subie la paix et la sécurité internationales. Pour que ce nouvel ordre ne reste pas à l'état de rhétorique, il faudra engager de nouvelles ressources et faire preuve de volonté politique pour établir un système d'alerte pour des conflits futurs. Trouver une solution au conflit du Moyen-Orient sera le révélateur. La réaction internationale à la situation des Kurdes a créé un précédent spectaculaire dont pourrait bénéficier les Palestiniens vivant dans les territoires occupés. Le déploiement de troupes dans la région sans résolution officielle du Conseil de sécurité a donné aux Nations Unies le pouvoir d'intervenir

dans les affaires internes des Etats-membres. Elles seront désormais davantage incitées à jouer un rôle accru dans la protection des droits du peuple palestinien. A son avis, pour que les Nations Unies puissent jouer un rôle efficace au Moyen-Orient, il faudrait qu'elles réexaminent et peut-être annulent la résolution de l'Assemblée générale qui fait de zionisme un synonyme de racisme. Elles supprimeraient ainsi l'une des raisons pour lesquelles Israël s'oppose à ce que les Nations Unies jouent un rôle dans les négociations de la paix. C'est dans ce contexte qu'il faut voir le soutien que certains pays arabes ont apporté à Saddam Hussein. Le problème clé du Moyen-Orient n'est pas le soutien à Saddam Hussein mais le sort des palestiniens. On pourrait s'orienter vers une résolution du conflit israélo-arabe en se concentrant sur les questions de droits de l'homme.

23. M. V. Gogitidze (Union des Républiques socialistes soviétiques), Chef de section pour un règlement du conflit au Moyen-Orient, Ministère des affaires étrangères, a dit que les récents événements du Golfe avaient démontré le danger que pose à l'humanité la tension qui continue de régner au Moyen-Orient. Tant que cette question, et en particulier le problème palestinien, ne seront pas réglés, la vie et le bien-être des peuples du Moyen-Orient seront menacés. La possession d'armes de destruction massive par certains Etats de la région est particulièrement préoccupante. A son avis, il existe maintenant une occasion historique au Moyen-Orient qu'il ne faut pas manquer, faute de quoi la situation risque de s'aggraver et de devenir insoluble. Le 9 septembre 1990, les Présidents de l'Union soviétique et des Etats-Unis se sont mis d'accord pour travailler au problème du Moyen-Orient, ce qui a amené un élément fondamentalement nouveau. De nombreux Etats de la région se félicitent de cette coopération et comptent sur elle pour sortir de l'impasse où se trouve le conflit israélo-arabe. Les Arabes comme les Israéliens sont de plus en plus las de l'état d'hostilité, qui paraît sans issue, et ils se rendent compte que l'absence de règlement politique encourage une course aux armements qui grève lourdement les économies de la région. Le désir de paix est apparent mais la méfiance qui règne entre Arabes et Israéliens fait obstacle à tout compromis ou à toute nouvelle idée politique. C'est avant tout aux parties au conflit qu'il appartient de trouver une solution. Les grandes puissances, y compris l'Union soviétique et les Etats-Unis devraient se concentrer sur l'établissement d'un climat propice à des négociations de paix pour résoudre les problèmes territoriaux, politiques, militaires et humanitaires par le compromis et la coopération. De l'avis de l'URSS, le règlement devrait reposer sur : i) la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité qui demande le retrait d'Israël des territoires occupés pendant le conflit armé de 1967; ii) le droit des Palestiniens à l'autodétermination; iii) l'établissement de frontières sûres et reconnues pour les pays arabes et Israël. Une conférence internationale à laquelle souscrirait la communauté internationale fournirait le cadre le plus acceptable pour résoudre tous les problèmes. Les représentants de toutes les parties concernées participeraient à la conférence y compris les représentants légaux du peuple arabe de Palestine. Les membres permanents du Conseil de sécurité devraient y être présents pour créer une atmosphère constructive de négociation. La conférence de paix actuellement envisagée, qui favoriserait le processus de paix, mérite la plus grande attention. Les dirigeants du Moyen-Orient ont accepté de nombreux éléments d'une telle conférence, ce qui correspond au concept soviétique d'une approche sur plusieurs fronts avant d'en arriver à une conférence internationale proprement dite. Il a souligné en particulier le rôle que pourraient jouer les Nations Unies pour débloquer les situations de conflit et renforcer la sécurité internationale, ce qui rend particulièrement importante leur participation à tous les stades du règlement du conflit israélo-arabe. Quant à l'installation de nouveaux immigrants dans les territoires arabes occupés, il a souligné que l'URSS

était vigoureusement opposée à cette politique et a demandé à la communauté internationale de redoubler d'efforts pour empêcher Israël d'établir de nouvelles colonies dans les territoires occupés, ce qui constitue un facteur de déstabilisation au Moyen-Orient.

24. M. Richard Murphy (Etats-Unis d'Amérique), ancien Sous-Secrétaire d'Etat, a déclaré que la guerre du Golfe avait laissé ouverte une possibilité de paix car elle avait d'une part soulevé des questions concernant l'unité arabe et d'autre part traumatisé Israël à la suite des attaques de missiles Scud. La guerre a eu pour effet positif d'accroître le respect que porte son pays aux Nations Unies. Elle a rappelé à toutes les parties que l'usage de la force est inacceptable comme moyen de régler les différends frontaliers. Elle a aussi fait clairement apparaître qu'il ne pouvait pas y avoir de solution militaire au conflit israélo-arabe et a peut-être aussi créé un climat plus propice à des négociations sur le contrôle des armements au Moyen-Orient, qui pourraient déboucher sur un vaste processus de paix au Moyen-Orient. La guerre a aussi souligné les différences entre les riches et les pauvres du Moyen-Orient et incité les dirigeants des pays riches à revoir leurs politiques d'aide. Elle a démontré qu'il fallait réévaluer les concepts traditionnels de pouvoir dans la région, laissant à penser que les Etats-Unis ne seraient peut-être pas toujours en mesure de jouer le rôle clé qu'ils avaient joué dans la guerre. Au lieu de conduire à une solution, l'intifada a conduit les Palestiniens comme les Israéliens à accepter de souffrir davantage. La guerre a coûté cher à l'OLP en tant que mouvement politique et a amené certains Israéliens à rejeter désormais la possibilité d'un dialogue de fond. Israël s'est opposé aux réunions que le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a eues avec certains Palestiniens jugés par Israël favorables à l'OLP. Si une conférence de la paix sur le Moyen-Orient est organisée, il faudra veiller soigneusement à ce que les représentants des Palestiniens fassent partie d'une délégation de tous les pays arabes ou d'une délégation jordanienne. Dans tout arrangement de ce type, les dirigeants de l'OLP devront décrire l'appartenance des Palestiniens participant aux négociations avec discrétion. A son avis, les Nations Unies n'ont pas grand rôle à jouer à ce stade. Il envisage plutôt des négociations coparrainées par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Dans l'état actuel des choses, il serait plus facile d'organiser des négociations d'Etat à Etat que des négociations entre Israéliens et Palestiniens, bien qu'il ne faille pas négliger la possibilité de ces dernières. L'accent mis sur le principe du "territoire pour la paix" de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité a eu pour effet de bloquer la réflexion à ce sujet en Israël.

25. M. V. Pashouk (République socialiste soviétique d'Ukraine), Directeur de l'Institut ukrainien des relations internationales de l'Université d'Etat de Kiev a exprimé l'espoir que, pour la première fois depuis de nombreuses années, dans un monde en mutation, le conflit du Moyen-Orient pourrait être résolu. Au coeur du problème se trouve l'occupation illégale par Israël de territoires arabes. Les craintes des pays arabes à ce sujet sont fondées, d'autant plus que des milliers de Palestiniens sont devenus réfugiés après les guerres de 1948 et de 1967. La politique d'expulsion et de déportation d'Israël a aussi aggravé la situation et le changement radical de la structure démographique qui est imposé aux territoires tient de l'annexion rampante. Les immigrants venant de l'Union soviétique ont attiré l'attention de la communauté mondiale. La pratique illégale d'Israël d'installer des immigrants juifs dans les territoires occupés et sa violation flagrante de la quatrième Convention de Genève de 1949 sont fermement condamnées par l'Ukraine. En même temps, l'Ukraine n'a pas voulu passer de loi empêchant ou limitant l'émigration juive, ce qui irait à l'encontre de la Déclaration universelle

des droits de l'homme, des Conventions de Genève ainsi que des processus démocratiques de la République. Les déclarations des dirigeants israéliens concernant l'installation d'immigrants dans les territoires occupés a coïncidé avec la décision prise par les Etats-Unis de réduire le quota d'admission aux Etats-Unis d'immigrants venant d'URSS. Les auteurs de la politique de colonisation ont pour objet d'entraver le processus de paix dans la région, de créer une rupture dans les relations soviéto-arabes, de détacher l'Union soviétique du règlement du conflit du Moyen-Orient et d'amener l'annexion de fait des territoires occupés. Paradoxalement, alors qu'Israël est en avance de bien des pays de la région pour ce que est du respect des droits de l'homme de ses propres citoyens, il applique aux Palestiniens une politique cruellement discriminatoire. Il existe quelque 150 lois en vigueur en Israël qui font appliquer cette discrimination dans presque tous les aspects de l'existence. Le processus d'établissement de la paix au Moyen-Orient ne pourra être mené que sur la base d'un compromis entre les parties au conflit; il est indispensable de rejeter la violence et les stéréotypes et il faut qu'un dialogue direct s'instaure entre l'OLP et Israël, quel que soit le type de conférence qui serve de cadre à ce dialogue. Une conférence à laquelle participeraient l'Union soviétique, les Etats-Unis et, logiquement, les Nations Unies, pourrait servir de point de départ à un règlement de la situation, qui se poursuivrait par une conférence internationale organisée sous les auspices des Nations Unies.

26. Mme Inger Lise Gjory (Norvège), Présidente de la Première Chambre du Stortingert, a déclaré à propos du problème des réfugiés palestiniens que, à la suite des trois années d'intifada, l'UNRWA n'est plus en mesure de fournir les services nécessaires et que, dans les camps de réfugiés, on assiste à une désintégration des services municipaux, à une hausse du chômage et à une détérioration des conditions de vie des réfugiés. Elle a noté que la violence dans les rues, les couvre-feux longs et fréquents, la fermeture des écoles et des universités avaient des effets psychologiques destructeurs sur la population. Malgré les nombreuses morts et les 58 déportations de Palestiniens, l'intifada ne semble pas sur le point de cesser. Le conflit du Golfe a mis au chômage des dizaines de milliers de Palestiniens et causé des souffrances supplémentaires dans les territoires occupés aux familles de réfugiés qui comptaient auparavant sur les transferts de salaires venant du Golfe; cela a encore grevé davantage les ressources de l'UNRWA. L'immigration croissante de juifs soviétiques a créé de nouvelles tensions sur le marché de l'emploi et leur installation dans les territoires occupés, qui va à l'encontre de la quatrième Convention de Genève, empêche que le problème ne soit résolu. L'obstruction que met Israël au développement économique des territoires occupés représente aussi une violation de la Convention de La Haye de 1907 et est fort préoccupante. Les Palestiniens sont constamment soumis à des violations de leurs droits de l'homme fondamentaux : détentions sans inculpation et sans procès, torture, punitions collectives, déportation et exil, confiscation de terres, harcèlements, perturbation du commerce et autres privations dues aux longs couvre-feux et à la fermeture des établissements d'enseignement. Elle a appelé l'attention sur le manque d'eau, sa distribution inégalitaire qui favorise les Israéliens et la salinisation de l'eau et a demandé une solution négociée au niveau régional. Elle a souligné que les dons accordés à l'UNRWA n'avaient pas augmenté au même rythme que le nombre des réfugiés et ne tenaient pas compte des besoins créés par l'intifada et le conflit du Golfe. La coopération entre l'UNRWA et Israël ne s'est pas améliorée. Parmi les rares éléments de progrès, elle a cité les dons et prêts d'entraide à des projets soutenus par l'UNRWA et des ONG. Bien que la situation ait changé au Moyen-Orient, a-t-elle constaté, la convocation d'une conférence de paix continue à se heurter à des obstacles dont le plus important est

la poursuite de la politique de colonisation. Elle a demandé à toutes les parties de se montrer responsables et de s'abstenir de se livrer à des activités provocatrices.

27. M. Izhar Beer (Israël), journaliste à Haaretz a dit que des événements dramatiques et même tragiques avaient lieu dans les territoires occupés et que le conflit entre palestiniens et Israéliens avait atteint une phase critique, l'enjeu de la lutte entre les deux communautés étant la domination de la terre, de l'eau et du pouvoir. Avec l'aide du gouvernement israélien, les colons font un effort massif pour accroître leur nombre et celui des colonies. Cet effort de colonisation constitue le véritable danger qui réduit les espoirs d'autodétermination des Palestiniens. Seuls 2 à 3 % des nouveaux immigrants vont sur la Rive ouest du Jourdain du Jourdain, la plupart des colons sont des Israéliens qui profitent de l'offre de logements meilleur marché. M. Beer a cité des faits et des chiffres pour illustrer l'ampleur du problème : de 1967 à 1977, le gouvernement socialiste n'a établi que 20 colonies. Depuis lors, le Likud en a établi plus de 100 sur la Rive ouest. La nature des colonies est également différente car le parti travailliste les utilisait pour assurer la sécurité alors que le Likud s'en sert comme d'outil d'annexion. En outre, le parti travailliste utilisait des terres privées acquises pour des raisons de sécurité militaire alors que le Likud déclare toutes les terres inexploitées et inoccupées font partie de la "terre promise" d'Israël et relèvent du domaine public, faisant remonter cette politique aux lois de l'Empire ottoman. Le nombre de colons vivant dans ces peuplements s'accroît et Israël entend y implanter encore 100.000 juifs, ce qui rendrait la politique de colonisation irréversible. Après la guerre du Golfe, la situation économique s'est aggravée, surtout depuis le le gouvernement israélien a limité l'accès des palestiniens à des emplois en Israël. Le phénomène nouveau est que les habitants des territoires ne soutiennent pas les dirigeants palestiniens. Depuis la fin de la Guerre du Golfe, les Palestiniens se sont retournés davantage contre les "collaborateurs" palestiniens des territoires que contre les Israéliens. On a vu augmenter le nombre de groupes d'intégristes qui s'opposent à toute négociation avec Israël ou avec des juifs, qui a donné lieu à un accroissement de l'intégrisme et de l'extrémisme juifs. Selon M. Beer, il importe que certains Palestiniens acquièrent le sens de la real-politik et ne se laissent pas distraire par des détails techniques; c'est la dernière chance d'agir avant que la situation ne dicte une autre réalité dans la région.

28. M. Saeb Erekat (Palestinien), Professeur de science politique, Université Al-Najah, Rive Gauche, a souligné qu'Israël et les Etats-Unis étaient les seuls Etats membres des Nations Unies à rejeter la définition de la légitimité internationale appliquée au conflit israélo-arabe. La question est de savoir si les Palestiniens sont un peuple égal aux autres peuples. Au cours de ce siècle, alors que d'autres peuples ont avancé vers la constitution d'Etats, les Palestiniens sont allés en sens inverse. C'est la première fois de l'histoire qu'un Etat-nation, Israël, exige le droit de déterminer qui négociera pour son ennemi. Or seul l'ennemi peut faire les concessions nécessaires à la paix. En ce qui concerne le rôle de l'OLP, il a souligné que c'est le nationalisme palestinien qui a créé l'organisation et que tout Palestinien en est membre. Etant l'un des Palestiniens qui a rencontré le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. James Baker, il a noté que M. Baker avait modifié les points à négocier au cours de leur deuxième série d'entretiens. Au début, on a demandé aux Palestiniens d'accepter la résolution 242 (1967) du Conseil de Sécurité, de reconnaître le droit d'Israël à exister et de renoncer à la terreur. L'OLP a fait cette promesse et, en échange, a été soumis au

gouvernement le plus extrémiste de l'histoire d'Israël. Ce gouvernement ne veut pas de dialogue, il veut poursuivre son monologue. Il a été constitué pour amener la Rive ouest et la bande de Gaza à un point de non-retour démographique. La Guerre du Golfe a laissé les Palestiniens seuls, abandonnés et trahis. Après avoir passé des années à prêcher la paix, il n'a pas, quant à lui, pu accepter la Guerre du Golfe. Il a rappelé que l'OLP avait été la première à présenter un plan de paix reposant sur le retrait de l'Iraq du Koweït. Il a souligné que les pratiques d'Israël dans les territoires occupés menaient au désespoir et que le désespoir menait à des actes désespérés. Depuis des années, l'acceptation de la résolution 242 (1967) est censée servir de passeport aux négociations; maintenant cette résolution est oubliée. La paix n'exige rien d'autre que le désir de paix de la part des deux parties joint à un désir de créer de nouveaux modèles économique, géographique et politique. Il est temps de panser les blessures et de reconstruire. Il est temps que Palestiniens et Israéliens se traitent en partenaires égaux. Sinon, ils nageront de part et d'autre dans une mer de sang.

C. Séance officielle de clôture

29. A la séance officielle de clôture, les conclusions et recommandations reproduites ci-dessous ont été présentées par le Rapporteur et plus tard adoptées par les participants au Séminaire. Ceux-ci ont entendu des communications de M. Francisco Villar, Secrétaire général espagnol aux affaires politiques et de M. Kalem el Salem, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine. Le discours de clôture a été prononcé par M. Alexander Borg Olivier, Président par intérim du Séminaire.

Conclusions et recommandations

30. Les participants ont noté que le Séminaire se tenait à un moment où des changements fondamentaux se produisaient sur la scène politique internationale, avec le renforcement de la coopération internationale et un respect accru des normes et principes du droit international et de la morale universelle, y compris du droit des peuples à vivre en paix et à exercer leurs droits politiques, civils, sociaux et économiques.

31. Les participants ont estimé que les événements récents survenus dans le golfe Persique avaient exacerbé les tensions, apporté l'instabilité dans une région déjà troublée et amené l'opinion publique internationale à centrer davantage encore son attention sur la nécessité urgente d'un règlement pacifique du conflit au Moyen-Orient, dont la question de Palestine est l'élément essentiel. Une solution doit être trouvée d'urgence à la suite de la guerre du Golfe, en tenant compte des nouvelles possibilités qui se présentent actuellement, sur la base du droit international et conformément aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations Unies et des résolutions pertinentes des Nations Unies, qui doivent être appliquées de façon équitable.

32. Les participants ont demandé instamment au Conseil de sécurité, et en particulier à ses membres permanents, de faire tous les efforts voulus pour faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'Organisation de libération de la Palestine. A cet égard, les participants se sont félicités de tous les efforts déployés pour engager le processus de paix.

33. Les participants ont souligné que le processus de paix et les négociations connexes doivent se fonder sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité et sur les droits nationaux légitimes du peuple palestinien, en premier lieu son droit à l'autodétermination. Ils ont exprimé la conviction que la formule des "territoires pour la paix" et le principe "deux peuples, deux Etats" répondaient de manière appropriée aux droits et aux préoccupations des deux parties, Israéliens et Palestiniens, et que leur acceptation et leur application aboutiraient à une paix globale et juste dans la région.

34. Les participants ont discuté de l'intifada et de l'initiative de paix palestinienne de novembre 1988 et ont reconnu ces efforts et d'autres efforts déployés par le peuple palestinien dans la lutte qu'il mène pour obtenir et exercer ses droits inaliénables. Ils se sont déclarés profondément préoccupés par les pertes de vies humaines qui continuent de survenir dans les territoires palestiniens et arabe occupés par Israël, ainsi que par la violation persistante par Israël des droits de l'homme de la population civile de ces territoires. La communauté internationale a déploré à maintes reprises les politiques et les pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, qui violent ses obligations en tant que partie à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et sont contraires aux résolutions des Nations Unies et aux normes généralement admises du droit international. Les participants ont noté que le Conseil de sécurité des Nations Unies, par sa résolution 681 (1990), a engagé le gouvernement israélien à reconnaître l'applicabilité de jure de la quatrième Convention de Genève de 1949 à tous les territoires occupés par Israël depuis 1967 et à se conformer scrupuleusement à ses dispositions et a demandé aux Etats parties à la quatrième Convention de veiller à ce qu'Israël, puissance occupante, s'acquitte des obligations qu'il a contractées aux termes de cet instrument. Les participants ont appuyé sans réserve la demande adressée au Secrétaire général par le Conseil de sécurité pour qu'en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, il développe l'idée de la convocation d'une réunion des Etats parties à la quatrième Convention de Genève pour examiner les mesures qu'ils pourraient prendre conformément à cette convention. Ils ont noté que le Secrétaire général avait été prié de suivre et d'observer la situation des civils palestiniens soumis à l'occupation israélienne, en redoublant d'efforts de toute urgence à ce titre et de faire appel pour l'accomplissement de cette tâche à des fonctionnaires des Nations Unies qu'il désignera selon les besoins, ainsi qu'à d'autres personnels et ressources se trouvant soit dans la région soit ailleurs et de tenir le Conseil de sécurité constamment informé. De nombreux participants ont appelé le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et à prendre des mesures urgentes, notamment en déployant une force des Nations Unies chargée d'assurer la protection physique et de garantir la sûreté et la sécurité du peuple palestinien sous occupation israélienne. Les participants ont également noté que, récemment, le Conseil de sécurité avait adopté la résolution 694 (1991) du 24 mai 1991 où il déplorait, comme il l'a fait précédemment, les expulsions de Palestiniens auxquelles Israël procédait en violation de ses obligations internationales.

35. Les participants ont déploré le processus de colonisation israélienne du territoire palestinien occupé, qui se traduit par la création ininterrompue de colonies et par l'usurpation de terres et de ressources en eau. Ils se sont alarmés de la création récente de nouvelles colonies et ont condamné ces initiatives, qui témoignent d'une grande insensibilité et sont de nature provocatrice, en même temps qu'elles constituent un nouvel obstacle très grave à la paix. La communauté internationale s'est vigoureusement opposée à la politique israélienne de

colonisation du territoire palestinien occupé, qui viole la quatrième Convention de Genève et les résolutions du Conseil de sécurité par lesquelles celui-ci a déclaré ces colonies illégales et en a demandé le démantèlement.

36. La grave détérioration de la situation économique dans le territoire occupé a vivement inquiété les participants. Ils ont souligné que les Nations Unies avaient le devoir et la responsabilité d'apporter toute l'aide nécessaire à la promotion du développement social et économique du peuple palestinien dans le territoire occupé pour le préparer à exercer pleinement sa souveraineté nationale, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies.

37. Ayant à l'esprit les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques – qui reconnaît le droit à la liberté de déplacement, le droit de chacun de quitter tout pays et le droit de retourner dans son pays – les participants ont condamné l'installation d'immigrants et de civils israéliens dans le territoire palestinien occupé, y compris à Jérusalem, et ont instamment prié le Conseil de sécurité de prendre les mesures qui s'imposent pour écarter ce nouveau grave obstacle à la paix.

38. Les participants ont exprimé leur satisfaction des efforts soutenus déployés par la communauté internationale pour encourager un règlement global, juste et durable de la question de Palestine, conformément aux résolutions des Nations Unies. Ils ont fait ressortir la grande importance de la contribution précieuse que les pays européens ont apportée et peuvent continuer d'apporter à un règlement équitable du conflit arabo-israélien au Moyen-Orient. Les participants se sont félicités des mesures déjà prises par les pays européens à cet égard et les ont instamment invités à accroître encore leur aide utile au peuple palestinien. A ce propos, ils ont pris note avec satisfaction du doublement de l'aide fournie par la Communauté économique européenne aux territoires occupés et des efforts visant à faciliter et à accroître le commerce entre les territoires et la Communauté, décisions émanant toutes deux du Conseil des Ministres de la Communauté. Les participants se sont félicités de la position adoptée par les gouvernements européens à la suite de la proclamation de l'Etat de Palestine, selon laquelle l'Etat arabe de Palestine doit coexister avec l'Etat d'Israël, conformément au principe de deux Etats et en application des résolutions des Nations Unies. Ils ont estimé que la Communauté économique européenne pouvait jouer un rôle utile dans le processus de paix et qu'elle devait y prendre une part active.

39. Les participants ont pris note avec satisfaction des nouvelles initiatives récemment proposées par plusieurs pays européens en vue de renforcer la sécurité et la coopération dans la région méditerranéenne.

40. Les participants ont lancé un appel à tous les gouvernements européens pour qu'ils appuient les efforts du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et leur ont instamment demandé d'envisager sérieusement de participer aux travaux du Comité en tant que membres ou observateurs. Ils ont estimé qu'une représentation accrue des pays européens et de la Commission des Communautés européennes aux travaux du Comité élargirait la portée de ses délibérations et augmenterait son efficacité.

41. Les participants se sont déclarés reconnaissants des efforts continus déployés par le Secrétaire général pour faire progresser le processus de paix et faciliter la convocation de la Conférence internationale de la paix. Ils ont exprimé leur profonde reconnaissance à l'Office de secours et de travaux des Nations

Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour l'action utile qu'il mène en faveur des réfugiés palestiniens dans des circonstances difficiles. Ils ont lancé un appel aux gouvernements pour qu'ils augmentent leurs contributions au budget de l'Office et ont exhorté les autres organisations et les donateurs potentiels à contribuer avec générosité aux activités de l'UNRWA. Ils ont pris note avec satisfaction des activités de la Division des droits des Palestiniens du Secrétariat des Nations Unies et de sa détermination à travailler, sous la conduite du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et en consultation avec ledit comité, à l'instauration d'une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient, conformément aux résolutions des Nations Unies.

42. Les participants ont noté avec satisfaction que le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien intensifiait ses efforts pour que les séminaires régionaux des Nations Unies sur la question de Palestine permettent l'expression de points de vue divers de façon qu'un dialogue réel puisse s'instaurer entre personnes de bonne volonté de toutes appartenances. Dans ce contexte, ils se sont déclarés satisfaits de l'échange constructif et franc qui a eu lieu au cours du séminaire entre les participants israéliens et palestiniens. Ils ont pris note des efforts constructifs déployés par les éléments modérés de la communauté israélienne en faveur du processus de paix et d'une meilleure information de l'opinion publique dans leur pays. Ils ont toutefois noté que des Palestiniens représentant l'Organisation de libération de la Palestine avaient participé au séminaire mais que personne n'était encore venu exprimer le point de vue officiel d'Israël.

43. Les participants au Séminaire ont pris note avec reconnaissance du soutien précieux que le gouvernement espagnol a fourni au fil des ans à la juste cause du peuple palestinien. Ils ont jugé particulièrement important que le séminaire ait lieu à Madrid, capitale de l'Espagne, pays qui, tout au long de son histoire, a accueilli des populations de cultures et de religions différentes, dont des Musulmans, des Chrétiens et des Juifs qui ont pu coexister dans la paix et l'harmonie. Les participants ont remercié avec une profonde gratitude le gouvernement et le peuple espagnols d'avoir accueilli le Séminaire des Nations Unies pour la région de l'Europe sur la question de Palestine, et de leur avoir fourni des installations d'excellente qualité et offert une chaleureuse hospitalité.

Annexe 1

MOTION DE REMERCIEMENTS

Les participants au Séminaire des Nations Unies pour la région de l'Europe sur la question de Palestine, qui s'est tenu du 27 au 30 mai 1991 à Madrid, Espagne, remercient sincèrement le gouvernement et le peuple espagnols d'avoir généreusement accueilli le séminaire et pris les excellentes dispositions pratiques qui ont grandement contribué à son succès. Les participants sont également très reconnaissants à M. Francisco Fernández Ordóñez, Ministre espagnol des affaires étrangères, de la déclaration constructive qu'il a prononcée et de son soutien à un règlement global, juste et durable de la question de Palestine. Les participants remercient également M. Francisco Villar, Secrétaire général aux Affaires politiques du concours qu'il a apporté au séminaire. Les participants saisissent cette occasion pour exprimer au gouvernement et au peuple espagnol leurs sincères remerciements pour le précieux appui qu'ils apportent à la juste cause du peuple palestinien.

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANTS

Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien

Mme. Absa Claude Diallo	Représentant permanent du Sénégal auprès des Nations Unies, Présidente du Comité
M. Alexander BORG OLIVIER	Représentant permanent de Malte auprès des Nations Unies, rapporteur du Comité
M. Nana SUTRESNA	Représentant permanent de l'Indonésie auprès des Nations Unies
M. Juan MUJICA CANTELAR	Ministre Conseiller, Mission permanente de Cuba auprès des Nations Unies, New York
M. Nasser M. AL KIDWA	Observateur permanent de Palestine auprès des Nations Unies, New York

Orateurs

M. Freih ABU-MIDAIN (Palestinien)
 M. Michele ACHILLI (Italie)
 M. Yilmaz ALTUG (Turquie)
 M. Moshe AMIRAV* (Israël)
 M. Chawki ARMALI (Palestinien)
 M. Izhar BEER* (Israël)
 M. le Rabbin Balfour BRICKNER (Etats-Unis d'Amérique)
 M. Leonard DOYLE* (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)
 M. Saeb EREKAT (Palestinien)
 M. Rafael ESTRELLA (Espagne)
 M. V. GOGITIDZE (Union des républiques socialistes soviétiques)
 Mme Inger Lise GJORV (Norvège)
 M. Hans Peter KOTTHAUS (Allemagne, Association parlementaire pour la coopération euro-arabe)
 M. Mikko LOHIKOSKI (Finlande, Comité européen de coordination pour les ONG sur la question de Palestine)
 M. Roberto MESA (Espagne)
 M. Richard MURPHY (Etats-Unis d'Amérique)
 M. Viktor V. PASHIOUK (République socialiste soviétique d'Ukraine)

* Les orateurs dont le nom est précédé d'un astérisque ont informé le Secrétariat des Nations Unies que, comme ils assistaient au Séminaire en tant qu'experts et non en tant que participants, il convenait de les exclure des conclusions et recommandations adoptées au Séminaire.

Représentant du Secrétaire général des Nations Unies

M. Ronald I. SPIERS Secrétaire général adjoint aux affaires politiques
et de l'Assemblée générale et aux Services du
Secrétariat

Etats-membres

Afrique du Sud	M. S. N. Rhoodie Troisième Secrétaire
Algérie	Mme Farida Tedjini-Bailiche Conseillère
Arabie saoudite	M. Abdallah Al Rassheed Deuxième Secrétaire
Autriche	M. Christina Berlakovits Ministre Conseiller
Belgique	M. Jan Deboute Conseiller
Brésil	Mme Glaucia Silveira Gauch Première Secrétaire
Bulgarie	M. Stefanidy Tchoukov Premier Secrétaire
Chili	M. Miguel Angel Pablo Araya Deuxième Conseiller
Chine	M. Xu Changcai Conseiller (Affaires politiques)
Egypte	M. Chalach Hussein Ministre Plénipotentiaire M. Mahmoud Amin Conseiller M. Azzairi Mohamed Conseiller M. Saber Mansour Premier Secrétaire
Emirats arabes unis	M. Khaled Salem Chef du service de presse
Equateur	M. Alfredo Valdivieso Ambassadeur

Espagne

M. Jorge Dezcallar
 Directeur général de la politique extérieure pour
 l'Afrique et le Moyen-Orient

M. Mariano Alonso-Burón
 Directeur général de l'Institut pour la coopération
 avec le monde arabe

M. Juan Manuel Cabrera
 Directeur général des organisations et conférences
 internationales

Mme Almudena Mazarrasa
 Directeur général adjoint de l'Institut pour la
 coopération avec le monde arabe

M. Juan José Urtasun
 Directeur général adjoint pour le Moyen-Orient

M. Ignacio Matellanes
 Secrétaire général adjoint pour la
 Division des Nations Unies

M. Marcos Vega
 Conseiller technique
 Division des Nations Unies

Finlande

M. C. Soderlund
 Ministre Conseiller

France

M. Henri de Coignac
 Ambassadeur
 Mme Monique Barre
 Deuxième Conseiller

Grèce

M. Adamantios Vakalopoulos
 Ambassadeur
 M. Filippos Trikkas
 Troisième Secrétaire

Hongrie

M. Jozsef Marko

Inde

M. Ram Mohan
 Troisième Conseiller

Indonésie

M. Achmad Wirahasikusumah

Iran

M. M. J. Sadeghian
 Deuxième Secrétaire

Irlande

M. Kenneth Thompson
 Conseiller

Italie	M. Francesco M. Greco
Jordanie	M. Saher Bak Ambassadeur M. J. Subhi Hamiol Attaché de presse
Liban	M. Hamiyé Abbas Ambassadeur M. Jean G. Danier Premier Secrétaire M. Nabil Jeahshan Conseiller
Malaisie	M. Ismail Bin Mustapha Conseiller
Maroc	M. Mohamed Said Dovelfakar Premier Secrétaire M. Driss El Mhouar Secrétaire
Mauritanie	M. Oumar Sy Conseiller
Namibie	M. Niilo Taapopi Haut Commissaire par intérim, Royaume-Uni
Nigéria	M. Y. Y. Mamman Ambassadeur M. Christopher Ogbemor Premier Secrétaire M. Mustapha B. Aliyu Deuxième Secrétaire M. J. M. Ishaya Deuxième Secrétaire M. F. M. Osewa Deuxième Secrétaire M. Samson B. Gambo Troisième Secrétaire
Norvège	M. Leif Mevik Ambassadeur M. Arne Aasheim Conseiller
Pakistan	M. Naseer Mohammad Shah Ambassadeur Mme Humaira Hasan Premier Secrétaire M. Ayaz Hussain Troisième Secrétaire M. Ejaz Ahmad Conseiller commercial

Panama	M. Victor Bocanegra Ministre Conseiller
Pays-Bas	Mme Marjanne De Kwaasteniet Chef de délégation
Pérou	M. Carlos Gil de Montes Molinari
Philippines	Mme Josefina I. Estrada Troisième Secrétaire
Pologne	M. Andrés Malinowski Conseiller
Portugal	M. Allegro de Malgahaes Conseiller Mme Maria Aleko
République arabe lybienne	M. Nuri M. Betelmal Ambassadeur M. Ahmed Elmenbi Premier Conseiller
République arabe syrienne	M. M. Z. Akkad Ambassadeur
République socialiste soviétique de Biélorussie	M. Nikolai N. Komissarov Délégué
République socialiste soviétique d'Ukraine	M. Victor I. Nagaychuk Conseiller Chef du Centre de presse, Ministère des affaires étrangères
Roumanie	M. Ion Turturica Conseiller
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	M. N. A. R. Backhouse Premier Secrétaire
Suède	Mme Linda Fernandez Corujedo Conseiller M. Lars Eric Forsberg Deuxième Secrétaire
Thaïlande	M. Chitrik Sresthabutra Ambassadeur M. Mahadi Wimana Ministre Conseiller M. Prephat Chantaharn Premier Secrétaire

Turquie	M. Melih Tezel Premier Secrétaire
Union des républiques socialistes soviétiques	M. Lakim Kaumov Ministre des affaires étrangères de la RSS de Tadjikistan M. D. Anatoli Kouznetsov Ministre Conseiller M. Sergei A. Malinin Deuxième Secrétaire M. Dimitri Kazimirov Deuxième Secrétaire
Yougoslavie	M. Faik Dizdarevic Ambassadeur M. Jurica Raos Conseiller
Zaïre	M. N'swanamkankunga Kabwanga Conseiller

Etats non membres représentés en tant qu'observateurs

République de Corée	M. Jang Hee Hong Hee Ministre M. Sung Sol Suh Directeur adjoint
---------------------	--

Institutions spécialisées, organes et programmes des Nations Unies

Fonds des Nations Unies pour la population	M. Bashri S. Muntassen
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	M. G. da Cunha Lustosa Représentant en Espagne Mme Deborah F. Elizondo de Trinidad
Office de travaux et de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	M. Douglas Ross
Organisation internationale du travail	M. L. Simón Velasco Représentant à Madrid

Organisations intergouvernementales

Ligue des Etats arabes	M. Ahmed mahmoud Directeur M. Sammy Wabli Chef des services de presse
------------------------	--

Autres organisations ayant reçu une invitation permanente
à participer aux séances et aux travaux de
l'Assemblée générale en tant qu'observateurs

Palestine	<p>M. Issam Kamel el Salem Représentant de l'OLP en Espagne</p> <p>M. Hani Faydi Représentant adjoint</p> <p>M. Sabri Atieh Conseiller</p> <p>M. Gafir Kial Premier Secrétaire</p> <p>M. Mousa Oudeh Deuxième Secrétaire</p> <p>M. Marvan Tahbub Deuxième Secrétaire</p> <p>M. Randa Nabulsi</p> <p>M. Mahmud Elwani</p>
-----------	--

Organisations non gouvernementales

Amnesty International	<p>M. José Maria Garcia M. Patricio Rojas</p>
Asociación de Amistad Hispano-Arabe	<p>Mme. Carmen Ruiz Bravo-Villasante Mme. Elisa Molina Pérez</p>
Asociación Juvenil Amigos Pueblo Palestino Ashral	<p>M. Ricardo Alias de la Torre</p>
Asociación Nacional de Amigos del Pueblo Palestino "Al Fatah"	<p>M. Fernando Huarte Santamaria M. Ricardo Alias de la Torre Mme Elena Galan Hevia</p>
Asociación Pro Derechos Humanos de España	<p>M. Jesús César M. José Antonio Gibernat Mme Luisa Silvent Mme Esther Almazan</p>
Centro de Investigación Por la Paz (CIP)	<p>Mme Isabel Sánchez Garcia</p>
Christian Peace Conference	<p>M. Javier Anso M. Francisco Silvela</p>

Comité España Cooperación Iglesias (CECI)	M. Miguel de Olaiz
Comité de Solidaridad con la Causa Árabe	M. José Alberto Cruz Bravo M. Carlos Varea González Mme Dolores Rico Oliver
Conseil oecuménique des églises	M. Luis Poveda
Facultad de Ciencias Políticas y Sociología	M. Antonio Marquina
Federación Internacional de Resistentes	M. Juan Gervasio Puerta García M. Angel Martínez Martínez
Fundación Araguney	M. Ildefonso de los Campos Montenegro
Instituto de Estudios Políticos para América Latina y África (IEPALA)	M. Isaias Barreñada M. Enrique García de Herreros Madueño Mme María del Carmen Victory
Instituto de Derechos Humanos — Universidad Complutense de Madrid	M. Jesús González Amuchastegui Mme. Concepción Escobar Hernández
Organisation internationale pour l'élimination de toutes formes de discrimination raciale	M. Hussein Raiani
Organisation internationale pour le progrès	M. Carlos Varea González M. Hans Koechler
Justicia y Paz, España	M. Juan Manuel Guillem M. Francisco Silvela
Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad (MPOL)	Mme. Trinidad López Carral M. Esteban Navarro M. José Palau Balletbo M. Francisco Sauquillo M. Jacobo Echeverría Torres
Plataforma Canario-Palestina	M. Mahmoud Hussein Dib El-Hussein M. José Juan González Batista M. Salustiano García Rodríguez
Solidaritaetsdiens International (Allemagne)	M. Thomas Moenkemeyer
Unión General de Escritores y Periodistas Palestinos — España y Portugal	M. Majed Mohammed Abdelkader Dibsi
Union General de Estudiantes Palestinos	M. José Abu Quevedo

Presse

Anadolu Agencia de Noticias, Turquie	M. Lafer Kogtürk
Agence France Presse	M. Miguel Enesco Arana
<u>Andalus-Alsinnara</u>	M. Nazmi Yousef
Antena 3 Radio	M. Muguezza Marquinez
Associated Press	M. Francisco J. Conde
COLPISA	Mme Blanca F. Baena Diaz
<u>Diario 16</u>	M. Vidal Coy
<u>Diario el Sol</u>	M. Miguel Angel Nieto Mme Pilar Ortega León
EFE	M. David Raiamundo Aguilae M. José M. Pastor Sanchez Mme Ana Ramos M. Miguel Saéz Mme Ana Vaca de Osma M. Juan Carlos Zamora
<u>El Independiente</u>	Mme Maria Antonia Sanchez-Vallejo
<u>El País</u>	M. Ignacio Cembrero Vásquez
Europa Press TV	Mme Elena Banddres Goldaraz M. Javier Rodriguez
Publications Téhéran-Iran-Kyhan	Mme Irandekht Sadeghivan
<u>OMAYA Magazine</u>	Mme Nuria Langer Oropesa
Onda Verde	M. Santiago González Vallejo
Radio Exterior de España	M. Adnan Al-Ayoubi M. José Maria Calvo
Radio France Internationale	M. José Antonio Zisbona Martin
<u>Revista Critica</u>	Mme Rosario Marín Malavé
S.E.R.	M. Francisco Medina Ortega
Televisión Antena 3	M. Faustino Alvarez Rodriguez M. Ignacio Colas García M. Carlos Hernández de Miguel Mme Felicidad Pelaez Pelaez

Journaliste

M. Nabib Abu-Warda

Journaliste

M. José Mejia Giraldo
